



Comment réparer la gouvernance mondiale

La question du nucléaire iranien et la gestion de la crise financière illustrent parfaitement la problématique de la gouvernance mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, un dérapage pourrait avoir des conséquences majeures pour la planète dans son ensemble. L'ONU est à la manœuvre sur l'Iran, le système de Bretton Woods et le G20 pour l'économie. Deux institutions mises en place avant le début de la guerre froide.



POINT DE VUE THIERRY DE MONTBRIAL

Directeur général de l'IFRI(*)

Les insuffisances de la vieille gouvernance mondiale, née après la Seconde Guerre mondiale, paraissent aujourd'hui éclatantes. Prenons le cas de l'Iran, en opposition avec les États-Unis depuis la révolution de 1979. Bien qu'aucune des grandes puissances actuelles ne souhaite voir ce pays franchir le seuil nucléaire, la politique occidentale en matière de non-prolifération ne fait l'objet d'aucun consensus mondial, en particulier à cause de divergences très profondes sur le Moyen-Orient où se cristallise – mais d'une manière feutrée – ce qu'on appelait autrefois le clivage Nord-Sud. On imagine difficilement, à l'heure actuelle, l'adoption par le Conseil de sécurité de sanctions draconiennes contre Téhéran, et encore moins l'autorisation d'une action militaire.

Il est vrai que ni l'action de l'Otan contre la Serbie en 1999 ni l'intervention en Irak en 2003 n'avaient reçu l'aval de l'ONU. Mais nous étions alors dans le moment unipolaire américain. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Prenons garde à ce que, aux anciennes fractures Ouest-Est et

Nord-Sud, ne se substitue progressivement – mais affectant jusqu'à l'Otan – une fracture, certes encore à peine perceptible, entre un Ouest de plus en plus défensif et le reste du monde. C'est ainsi qu'il faut interpréter la mission de Lula à Téhéran, via Moscou, avec le soutien d'Erdogan. Considérons maintenant la situation économique. La crise a commencé aux États-Unis avec les subprimes. Son ampleur exceptionnelle a conduit à des innovations institutionnelles prometteuses. Le tout nouveau G20 a bien débuté. Le FMI est sorti de la somnolence. Il n'en reste pas moins que sur le fond, les principales puissances financières ne se sont toujours pas accordées sur un socle de mesures prudentielles crédibles.

Là, le clivage se situe plutôt entre les États-Unis et le Vieux Continent. L'ombre d'une nouvelle crise systémique continue de planer. Le G20 a peu de prise sur les instances opérationnelles. Cette institution doit être consolidée et devenir décisionnelle. Quant à l'incendie allumé par le dysfonctionnement grec, il a été étouffé par un accord baroque entre les États européens et le FMI, sous pression américaine, puis par une initiative audacieuse et controver-

sée de la BCE. Mais le feu continue de couvrir sous les braises. Bref, une gouvernance économique durable de la zone euro reste à construire. Nous avons des opportunités qu'il faut saisir immédiatement, en retrouvant l'esprit des critères de Maastricht, lesquels reposent en définitive sur des considérations de bon sens.

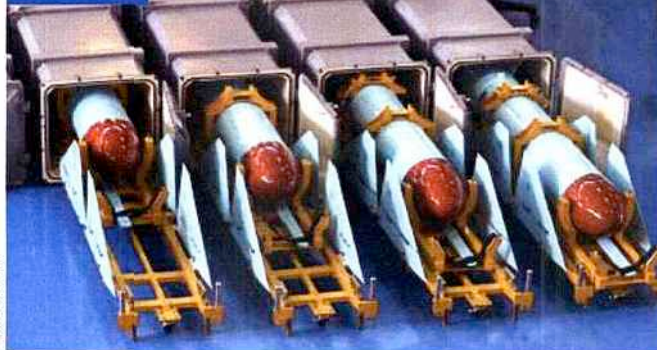
En fait, c'est bien l'ensemble des institutions de la gouvernance mondiale qui est branlant. L'OMC n'a toujours pas accouché du cycle de Doha. La tentation protectionniste demeure tandis que la tentation inflationniste se réveille, au grand dam des banques centrales. Les négociations sur le climat sont enlisées dans des débats de type parlementaire. Le système de l'ONU, qui devait être la clé de voûte de la gouvernance dans son ensemble, ne parvient pas à se réformer. Nous sommes engagés dans une course contre la montre. Faute d'une gouvernance adéquate, c'est-à-dire d'un minimum de coordination internationale, la mondialisation ira dans le mur.

Dans un monde multipolaire et hétérogène, une bonne gouvernance suppose que les principaux acteurs respectent leurs différences culturelles, renoncent au prosélytisme idéologique et acceptent clairement de se reconnaître des responsabilités en vue d'un bien commun, autant dans l'ordre politique que dans l'ordre économique. Or, ils ne sont guère préparés à cela. Les Occidentaux acceptent difficilement de devoir partager le pouvoir avec des États appartenant à ce qu'on appelait autrefois le tiers-monde. De leur côté, les nouveaux pôles, comme la Chine ou l'Inde, veulent jouir au maximum d'une souveraineté devenue substantielle. Quant aux États intermédiaires, comme la Turquie, ils sont manifestement tentés de maximiser leur marge de manœuvre.

La reconstruction de la gouvernance mondiale est une affaire sérieuse, qui doit engager prioritairement les États du G20, bien au-delà de la fonction évidente d'extinction des incendies au jour le jour. Sur le plan régional, l'Union européenne reste le plus remarquable des laboratoires. Espérons qu'elle saura tirer sans tarder, pour le long terme, les leçons de la crise grecque, et donner ainsi un exemple encourageant au monde dans son ensemble.

(*) Membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Dernier ouvrage paru : « *Vingt ans qui bouleversèrent le monde* ». Dunod, 2008.

Usine de production du missile de courte portée iranien Nasr 1.



PHOTOS: REA - DR